**Le Rôle de l'OTAN dans les Balkans vingt ans après les bombardements**

Tandis que l'OTAN tient son sommet annuel à Londres les 3 et 4 décembre, Emmanuel Macron[[1]](#footnote-0) n'est pas le seul à s'interroger sur l'avenir d'une alliance en théorie défensive, créée en 1949 dans le cadre de la Guerre froide pour protéger les pays d'Europe de l'Ouest contre une éventuelle attaque soviétique. Donald Trump, on le sait, n'est pas un grand admirateur d'une Alliance qu'il juge obsolète[[2]](#footnote-1). Il est cependant une région où l'OTAN semble, à première vue, en phase avec son temps : les Balkans occidentaux, où son élargissement a été jusqu'ici plus rapide que celui de l'Union européenne. Quatre pays de cette zone ont rejoint l'OTAN au cours des quinze dernières années: la Slovénie en 2004, la Croatie et l'Albanie en 2009 et le Monténégro depuis 2017. Un cinquième, la Macédoine du Nord, est en cours d'adhésion. Les trois autres — la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo et la Serbie — se trouvent, pour leur part, dans l'antichambre de l'OTAN, le « Partenariat Pour la paix ». Cette dynamique est toutefois quelque peu trompeuse : dans les Balkans aussi, l'action de l'Alliance est loin de faire l'unanimité. Ne serait-ce que parce que nombreux sont ceux qui n'ont pas oublié son intervention contre la Serbie en 1999, à la légalité pour le moins douteuse[[3]](#footnote-2).

**1-MONTENEGRO : une adhésion coûteuse**

Les Etats-Unis ont réussi à intégrer le petit Monténégro à l'OTAN en 2017, en faisant pression sur le gouvernement de Milo Djukanović. Presque 20 ans après les bombardements de l’OTAN sur la Serbie et le Monténégro, il fallait arriver à persuader l’ancien bras droit de Milošević de se placer sous protection étatsunienne. La Maison-Blanche avait déjà, depuis de nombreuses années, obligé le Monténégro à abandonner ses équipements militaires hérités du Pacte de Varsovie, réduisant par exemple sa flotte navale à la portion congrue. L’intérêt géostratégique pour Washington est de s’assurer d’un contrôle sur le canal d’Otrante, au débouché de l’Adriatique, là où *arriven*t les tubes gaziers TANAP et NABUCCO. C'est donc logiquement que, le 2 décembre 2015, l'Otan a « invité » le Monténégro à rejoindre l'Alliance atlantique, ce qui a amené son intégration à la mi-2017. [[4]](#endnote-0) Le Pacte atlantique est perçu par le gouvernement monténégrin comme « la garantie la plus fiable pour les investisseurs » et le seul moyen d'assurer la sécurité. Mais la Russie, voyant lui échapper un point d'appui en mer Adriatique et une nation toujours très proche de ses positions diplomatiques, objet de toutes les convoitises des gouvernements russes depuis Pierre le Grand[[5]](#footnote-3), a vite réagi. Vladimir Poutine a annoncé, dans les jours suivant la décision de l'OTAN, l'arrêt de l'ensemble des échanges commerciaux avec les entreprises monténégrines. Depuis, les investisseurs russes ont largement quitté le pays, laissant la place à l’influence étatsunienne.

**2-KOSOVO: l'OTAN complice du terrorisme islamiste**

Depuis les accords de Kumanovo[[6]](#footnote-4) du 10 juin 1999, le Kosovo est partagé en cinq zones militaires contrôlées par l'OTAN. Les soldats de la KFOR (Force de l'Otan au Kosovo) sont aujourd'hui au nombre de 4 000, après avoir été de 42 000 en 2000 et encore de 16 500 en 2010. Mais la présence de l'OTAN n'a pas permis de pacifier pleinement le Kosovo : 250 000 Serbes et 60 000 Roms ont été expulsés de leur terre natale par les autorités de Priština entre 1999 et 2004[[7]](#footnote-5), au nez et à la barbe des soldats de la KFOR. En mars 2004, un pogrom anti-serbe, lors duquel 19 personnes ont été tuées et 34 églises orthodoxes serbes détruites[[8]](#footnote-6), s'est déroulé sous le regard quasiment impassible des soldats de l'OTAN.

Cette passivité de l'OTAN explique en partie qu'en octobre 2018, le parlement de Pristina ait voté, en violation flagrante de la Résolution 1244 de l'ONU, une loi permettant de créer une «Armée du Kosovo» forte de 5 000 hommes[[9]](#footnote-7). Au grand dam de Belgrade et Moscou, les Etats-Unis soutiennent ce projet.

Cette même année 2018, plusieurs événements ont amené le Kosovo au bord de la guerre civile. Enmars, le directeur serbe du bureau du Kosovo-Métochie, Marko Djurić, en visite officielle auprès des maires des communes serbes du Kosovo-Nord a été littéralement kidnappé à Mitrovica puis molesté dans les rues de Priština par la police du Kosovo[[10]](#footnote-8). En septembre, des membres de cette même police ont bloqué la centrale électrique de Gazivode, lors d'une opération commando digne des plus mauvais films américains[[11]](#footnote-9)*.* Enfin, ennovembre 2018 OK*,* les autorités de Priština ont déclaré un blocus commercial[[12]](#footnote-10) aux frontières avec la Serbie, provoquant des manques alimentaires importants dans la partie majoritairement serbe du Kosovo-Nord.

**3-BOSNIE-HERZEGOVINE : où est l’Europe ?**

Dans ce pays à l'architecture étatique complexe[[13]](#footnote-11) — il est divisé entre la Fédération croato-musulmane(peuplée aux trois quarts de Bosniaques musulmans et pour un quart de Croates) et la Republika Srpska (RS, peuplée à près de 90 % de Serbes) —, la question de l'adhésion à l'OTAN reste très conflictuelle. Depuis quelques mois, ce sujet ravive les tensions en Bosnie-Herzégovine, à la fois entre Serbes et Musulmans, mais aussi au sein de la RS.

En effet, les négociations sur la formation d'un gouvernement central plurinational achoppent précisément sur l'adhésion à l'OTAN. Alors que la Fédération défend cette adhésion depuis de longues années, la RS refuse bec et ongles. Or, mi-novembre, le membre serbe de la présidence tournante de Bosnie-Herzégovine, Milorad Dodik, a accepté un paquet de réformes qui comprend l'intégration au Plan d'Action de l'OTAN[[14]](#footnote-12). Cette entrée dans l'antichambre de l'OTAN a provoqué les foudres de l'opposition serbe à Dodik. La Bosnie-Herzégovine n'intégrera pas l'OTAN avant longtemps.

**4-Serbie : entre OTAN et Russie**

Le 18 juillet 2005, la Serbie-Monténégro signait avec l'OTAN un accord autorisant le transit des forces armées atlantiques à travers tout son territoire et l'utilisation des garnisons le long des routes principales. Six ans après l'opération « Force Alliée » de 1999, les autorités serbes semblaient vouloir à tout prix intégrer la structure atlantique, même au prix d'une limitation de leur souveraineté. Mais depuis cet accord, aucune progression n'a été observée. L'opinion serbe est farouchement et très majoritairement hostile à l'adhésion[[15]](#footnote-13). Par ailleurs, en 2012 arrive au pourvoir la coalition nationaliste du Parti Progressiste serbe (SNS) et du Parti populaire serbe (SNP) ; ces derniers imposent une inflexion pro-russe à la politique extérieure . Aujourd'hui, les autorités de Belgrade — qui ont signé le 16 janvier 2015 un Plan d'action individuel pour le partenariat (IPAP) avec l'OTAN, soit la dernière étape avant l'adhésion définitive à l'Alliance — ont érigé en dogme le principe de « neutralité » : l'armée s'autorise donc à effectuer des manoeuvres conjointes aussi bien avec des soldats de l'OTAN, sous domination américaine, qu'avec des troupes de la CEI, contrôlées par la Russie.

**5-Macédoine: un accord qui ulcère les nationalistes**

En juin 2018, la FYROM (ou ARYM en français, pour Ancienne république yougoslave de Macédoine) signe avec la Grèce les Accords de Prespa qui mettent fin une dispute de près de trente ans sur le nom même du pays, les Grecs bloquant l'adhésion de la FYROM tant que le nom de Macédoine serait utilisé. Désormais, la FYROM s'appellera « Macédoine du Nord », ce qui permet d'accélérer le processus d'adhésion aux structures euro-atlantiques. La suite logique de ce processus d'arrimage à l'Occident est la ratification par la Grèce, le 6 février 2019, d'un protocole d'adhésion à l'OTAN de la Macédoine. Mais les Accords de Prespa ne sont pas allés sans heurts. Les nationalistes grecs comme macédoniens les rejettent violemment[[16]](#footnote-14). On peut donc estimer que le coût payé par le pays pour entrer dans l'Otan aura été très élevé, ce qui pourrait amener **l**es nationalistes macédoniens du VMRO-DPMNE à revenir au pouvoir du fait des accords de Prespa.

Le processus d'adhésion des pays du sud-est de l'Europe à l'Otan, qui était en bonne voie dans la première décennie du XXI° siècle, semble s'être grippé depuis quelques années . Face à la crise actuelle que connaît l'alliance et au vu du grand intérêt que la Russie, la Turquie et la Chine[[17]](#footnote-15) portent à la région, n'est-il pas temps que l'Europe de la défense prenne la situation en mains ? Au Kosovo comme en Bosnie-Herzégovine, l’EUFOR a les moyens et la maîtrise moment historique pour pacifier définitivement la région en luttant frontalement contre les trafics qui prolifèrent et contre les poches de terrorisme islamiste .

1. <https://www.lefigaro.fr/international/le-president-francais-emmanuel-macron-juge-l-otan-en-etat-de-mort-cerebrale-20191107> [↑](#footnote-ref-0)
2. <https://theconversation.com/lotan-survivra-t-elle-a-donald-trump-128069> [↑](#footnote-ref-1)
3. <https://www.persee.fr/docAsPDF/afdi_0066-3085_1999_num_45_1_3565.pdf> [↑](#footnote-ref-2)
4. « OTAN : la question de l'intégration du Monténégro avancée à fin 2015 », 29/06/2015, [www.sputniknews.com](http://www.sputniknews.com) [↑](#endnote-ref-0)
5. Nenad Radičević, « Djukanović a averti de la menace de la Russie sur les Balkans », Politika, 15 juillet 2016, page 4. [↑](#footnote-ref-3)
6. <http://www.institut-strategie.fr/?p=1073> [↑](#footnote-ref-4)
7. <https://www.persee.fr/doc/receo_0338-0599_2004_num_35_1_1650> [↑](#footnote-ref-5)
8. <https://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2007-4-page-145.htm> [↑](#footnote-ref-6)
9. <https://www.ouest-france.fr/europe/kosovo/le-kosovo-cree-son-armee-les-serbes-s-enervent-l-otan-deploie-ses-forces-sur-place-6128176> [↑](#footnote-ref-7)
10. <https://www.theguardian.com/world/2018/mar/26/kosovo-serbia-politician-marko-djuric> [↑](#footnote-ref-8)
11. <https://www.liberation.fr/planete/2019/10/21/serbie-kosovo-le-lac-de-gazivode-pole-de-discorde_1758928> [↑](#footnote-ref-9)
12. <https://www.lefigaro.fr/flash-eco/2018/11/21/97002-20181121FILWWW00341-le-kosovo-taxe-les-produits-serbes-de-100-apres-son-echec-d-adhesion-a-interpol.php> [↑](#footnote-ref-10)
13. <https://www.persee.fr/doc/juro_0990-1027_2015_num_28_3_4849> [↑](#footnote-ref-11)
14. <http://thesrpskatimes.com/dodik-adopted-document-does-not-affect-military-neutrality/> [↑](#footnote-ref-12)
15. <http://iea.rs/en/blog/2018/03/23/sta-gradjani-srbije-misle-o-nato-i-saradnji-nakon-19-godina-od-bombardovanja/> [↑](#footnote-ref-13)
16. <https://www.dw.com/en/greeces-anti-macedonia-protests-fuel-nationalist-sentiment/a-44116256> [↑](#footnote-ref-14)
17. <https://www.euractiv.fr/section/l-europe-dans-le-monde/news/turkey-russia-and-china-covet-western-balkans-as-eu-puts-enlargement-on-hold/> [↑](#footnote-ref-15)